

**EXTENSION DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON  
22 rue d'Assas 21000 DIJON**

---



**NOTICE D'ACCESSIBILITE HANDICAPE PC 39**

**PERMIS DE CONSTRUIRE  
OCTOBRE 2024**

**Maîtrise d'Ouvrage**

**CONSEIL D'ÉTAT**  
1, place du Palais-Royal  
75100 Paris cedex 01



Agence Béatrice MOUTON  
A.r.c.h.i.t.e.c.t.e.s  
13, rue Chapon  
75003 PARIS  
Tél : 01 42 78 67 41  
[b.mouton@agence-beatrice-mouton.fr](mailto:b.mouton@agence-beatrice-mouton.fr)

Agence Béatrice MOUTON  
A.r.c.h.i.t.e.c.t.e.s

**Notice d'accessibilité des personnes à mobilité réduite aux  
Établissements et Installations ouvertes au public  
(E.R.P. et I.O.P.)**

**prévue par les articles R.111-19-18 et R.111-19-19 du code de la construction et de l'habitation**

## **1- RAPPELS**

### **Réglementation**

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 modifié par le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêtés du 1er août 2006, du 21 mars 2007, du 11 septembre 2007 et du 30 novembre 2007
- Circulaire interministérielle DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007

### **L'obligation concernant les ERP et IOP**

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-12 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**.

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

### **Définition de l'accessibilité**

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - *"Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.*

## **2- OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE**

**En fin de travaux soumis à permis de construire**, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-27 et R.111-19-28 du code de la construction et de l'habitation :

*Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux. Cette attestation est établie par un contrôleur technique titulaire d'un agrément l'habilitant à intervenir sur les bâtiments ou par un architecte au sens de l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut pas être celui qui a conçu le projet, établi les plans ou signé la demande de permis de construire.*

*Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux. Cette attestation est jointe à la déclaration d'achèvement prévue par l'article R.462-1 du code de l'urbanisme.*

*Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe, le fait pour une personne ne remplissant pas les conditions prévues au 1er alinéa de l'article R.111.19.27, d'établir une attestation. Est puni de la même peine, le fait de faire usage d'une attestation établie par une personne ne remplissant pas les conditions définies au 1er alinéa de l'article R.111-19-27. La juridiction peut prononcer la peine d'affichage de la décision et de diffusion de celle-ci dans les conditions prévues par l'article 131-35 du code pénal. En cas de récidive, le maximum de la peine encourue est majoré dans les conditions définies par les articles 132-11 et 132-15 du code pénal.*

## **3 - EXIGENCES GÉNÉRALES D'ACCESSIBILITÉ**

Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types de handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

- Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée
- Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage
- Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

<p align="center"><b>PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET</b></p>
---

---

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE DEMANDEUR  
ET L'ETABLISSEMENT**

---

**1 – DEMANDEUR** *(bénéficiaire de l'autorisation)*

**CONSEIL D'ÉTAT**

1, place du Palais-Royal  
75100 Paris cedex 01

Représenté par : Michaëlle YUNG

**2 – ETABLISSEMENT**

NOM de l'établissement :

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**

**ACTIVITE avant travaux : Tribunal Administratif**

**Après travaux : Tribunal Administratif**

**IDENTITE du futur exploitant : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON**

**TYPE(S) et CATEGORIE** de l'établissement (selon R123-19 du CCH - voir fiche sécurité) :

Type W bureaux, avec activité de type L, salle d'audience, de 5° catégorie.

**ADRESSE :**

22 rue d'Assas

21000 DIJON

## 1 - Descriptif des travaux envisagés

La présente demande de permis de construire concerne la réalisation d'un bâtiment en extension d'une surface de plancher de 302 m<sup>2</sup>, pour le Tribunal Administratif de DIJON.

L'ensemble comprend 40 agents actuellement et accueillera à terme 6 à 8 agents supplémentaires et sera relié aux locaux existants.

Le projet comprend les aménagements suivants :

### - Au RDC :

- Zone accueil avec bureau à l'arrière dans l'espace archives,
- Salle d'audience de 61 places assises, table des juges sur estrade surélevée de 10 cm,
- Salle des pas perdus avec espace de réception avocats,
- Petite salle d'audience / salle des référés, de 12 places assises
- Sanitaire PMR mixte pour le public,
- Sanitaires PMR mixte pour les agents,
- Local technique/ rangement.

### - Au R+1 :

- 4 bureaux et une salle de réunion,
- Couloir reliant l'extension à l'existant.
- Création d'un passage à travers 2 bureaux qui sont réduits pour relier la partie du personnel du TA.

### Dans l'existant :

- Modification de 2 bureaux au R+1 pour permettre la liaison en étage entre l'extension et l'existant.

## 2 - Cheminements extérieurs / Accès à l'entrée principale sur le parvis

- *Caractéristiques minimales à respecter pour le cheminement usuel (largeur, pente, espaces de manœuvre de portes, de demi-tour, de repos, d'usage, ....)*
- *Repérage, guidage (contraste visuel, signalisation,...)*
- *Sécurité d'usage (hauteur sous obstacles, repérage vide sous escaliers, éveil de vigilance en haut des escaliers, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 20 lux), ...*

- Cheminement existant en pavés jointifs sur le parvis non modifié.
- Largeur non inférieure à 1,50 m.
- Pente à 5%
- Repérage et guidage par chasse-roue de 10 cm.
- Eclairage par bornes 20lux minimum vers les entrées du bâtiment.
- Contraste visuel par différence de teinte des bordures formant chasse-roue
- Signalisation par potelet et panneau de l'entrée principale

## 3 - Stationnement

- *Nombre : 2% du nombre total de places pour le public, situées à proximité de l'entrée, du hall d'accueil, de l'ascenseur, ...*
- *Caractéristiques minimales à respecter avec signalisation verticale et marquage au sol*
- *Raccordement avec cheminement horizontal sur une longueur de 1,40m minimum*
- *Valeur d'éclairement prévue (50 lux en tout point des circulations piétonnes des parcs de stationnement, 20 lux en tout autre point des parcs de stationnement), ...*

- Stationnement véhicules et 2 roues : uniquement pour les agents du TA et le public PMR.
- 1 Place de stationnement PMR sur le parvis
- 1 emplacement rack pour vélos et 2 roues motorisées sur le parvis.
- Non modifié dans le projet.

## 4 - Accès aux bâtiments

- *Descriptif le cas échéant du dispositif de contrôle d'accès (digicodes, visiophones)*
- *Entrées principales facilement repérables (éléments architecturaux, matériaux différents, ...)*
- *Caractéristiques à respecter (seuil, largeur de portes, conditions de filtrage, ...)*
- *Positionnement des systèmes de communication et des dispositifs de commande (interphone, poignées), ...*

- Accès à l'entrée principale de plain-pied depuis le parvis.
- Liaison vers l'extension située à 1,60 m en dessous du niveau de l'accueil, par escalier et par un EPMP aux normes PMR.
- Entrée repérable avec teinte et matériaux contrastés.
- Création d'une issue de secours côté ilot.

#### 5 - Accueil du public

- *Caractéristique des guichets, banques d'accueil, caisses de paiement, comptoirs,...*
- *Mobilier adapté pour les personnes circulant en fauteuil roulant et facilement repérable*
- *Si accueil sonorisé prévoir induction magnétique et pictogramme correspondant*
- *Qualité d'éclairage (minimum 200 lux), ...*

- Eclairage 200 lux minimum en tout point.
- Mobilier adapté : banque d'accueil avec tablette à hauteur PMR conforme.

#### 6 - Circulations intérieures horizontales

- *Éléments structurants repérables par les déficients visuels*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des circulations, largeur des portes, espaces de manœuvre de portes, ...)*
- *Qualité d'éclairage (minimum 100 lux),*

- Obstacles traités avec teintes contrastées.
- Manœuvres de portes conformes.
- Eclairage minimum 100 lux.

#### 7 - Circulations verticales

##### ➤ Escaliers

- *Contraste visuel et tactile en haut des escaliers, qualité d'éclairage (minimum 150 lux),*
- *Caractéristiques minimales à respecter (largeur des escaliers, hauteur des marches et giron, mains courantes contrastée, ...),*

- Escalier créé équipé de mains courantes, BEV ; etc..

##### ➤ Ascenseurs

- *Obligation d'ascenseur si accueil en étages de plus de 50 personnes (100 pour type R) ou prestations différentes de celles offertes au niveau accessible*
- *Conforme à la norme EN 81-70 (dimensionnement, éclairage, appui, indications liées au mouvement de la cabine, annonce des étages desservis, ...)*
- *Possibilité d'élévateurs à usage permanent par voie dérogatoire, ...*

- Il est prévu 1 EPMP dans la liaison entre le bâtiment et l'extension, la réalisation d'un ascenseur n'étant pas techniquement possible.
- Les autres équipements existants ne sont pas modifiés.

#### 8 - Tapis roulants, escaliers et plans inclinés mécaniques

- *Ne peuvent remplacer un ascenseur obligatoire*
- *Doivent être doublés par un cheminement accessible non mobile ou par un ascenseur, ...*

- La table des juges est surélevée de 10 cm par rapport à l'auditoire. Elle est accessible par 1 plan incliné de 1,50 m minimum de largeur, dans la circulation de la partie réservée au personnel.
- La table des juges et la salle des délibérés sont réservés aux juges professionnels, il n'y a pas de jurés publics dans cette juridiction civile.

#### 9 - Nature et couleur des matériaux de revêtements et qualité acoustique

- *Nature et couleur des matériaux et revêtements de sols, murs et plafonds (Les matériaux doivent éviter toute gêne sonore ou visuelle, dans ce but ils doivent respecter certaines dispositions)*
- *Traitement acoustique des espaces d'accueil, d'attente du public et de restauration – matériaux prévus (niveaux de performance visés en termes d'isolement acoustique et d'absorption des sons – aire d'absorption des revêtements et éléments absorbants > 25 % de la surface au sol de ces locaux)*

- Revêtements de sol de type sol souple dans tous les locaux, teintes contrastées vers les accès sanitaires.
- Traitement acoustique : Faux-plafond absorbant en dalles minérales dans tous les locaux.

## 10- Portes, portiques et sas

- Dimensionnement des portes battantes, des portes automatiques, des portillons (largeur des portes, positionnement des poignées, résistance des fermes-portes, repérage des parties vitrées,...)

- Toutes les portes ont 0,90 m de passage libre, à 1 ou 2 vantaux, ferme-porte adapté, poignées à hauteur conforme < 1,30 m de type béquille ou bâton de maréchal pour la porte d'entrée.
- Portes des sanitaires accessibles équipées d'une poignée de tirage à la face intérieure.
- Portes dans les existants : largeur > 0,80 m.

## 11- Locaux ouverts au public, équipements et dispositifs de commande

- Description des appareils distributeurs, des dispositifs d'information et de communication divers, notamment signalétique, écrans, panneaux à messages défilants, bornes d'information, dispositifs de sonorisation

- Hauteur et emplacement des équipements et dispositifs de commande destinés au public, notamment

dispositifs d'ouverture de portes, interrupteurs, commandes d'arrêt d'urgence, (nécessité d'un repérage aisé des équipements et dispositifs de commandes - contraste visuel, signalisation,...)

- Caractéristiques minimales du vide nécessaire en partie inférieure des guichets, mobiliers à usage de lecture, d'écriture ou d'utilisation d'un clavier

- Information sonore doublée par une information visuelle

- Tous les équipements interphone, visiophone, interrupteurs, boîte aux lettres, etc... sont à hauteur comprise entre 0,80 et 1,30 m.
- Panneaux d'orientation, d'indications de lettrage non inférieur à 10 cm et sur support de teinte contrastée. Dans le hall d'entrée et la salle des pas perdus au RDC.

## 12- Sanitaires

- Localisation et caractéristiques minimales à respecter pour les sanitaires accessibles aux personnes handicapées

- Espace latéral libre à côté de la cuvette, espace de manœuvre de porte avec possibilité de demi-tour à l'intérieur ou à défaut à l'extérieur

- Positionnement de la cuvette, de la barre d'appui (hauteur), des accessoires tels que miroir, distributeur de savon, sèche-mains, ...

- Obligation d'un lave mains à l'intérieur des sanitaires adaptés

- Sanitaires disposés à toute distance non inférieure à 40,00 m en tout point de l'établissement.
- Position des appareils conforme.
- Lave-main conforme à commande manuelle dans tous les sanitaires handicapés.
- Des sanitaires handicapés mixtes sont créés au RDC de l'extension pour le public.
- Des sanitaires handicapés mixtes sont créés au RDC au niveau de l'extension dans la zone réservée aux agents..

## 13- Sorties

- Les sorties correspondantes à un usage normal du bâtiment doivent être repérables de tout point et sans confusion avec les sorties de secours

- Balisage des sorties avec pictogramme conforme.

## 14- Etablissements ou installations recevant du public assis

- Nombre de places accessibles, taux par rapport au nombre total, localisation, cheminement permettant d'y accéder depuis l'entrée

- Mobilier des locaux de la salle d'audience conforme, hauteur d'assise < 45 cm, hauteur de plan de travail < 1,10 m, côté public et auditoire, y compris pour les avocats.
- Cheminement contrasté depuis l'entrée vers les locaux, de largeur 1.40m minimum.

## 15- Etablissements disposant de locaux d'hébergement

- Nombre et caractéristiques des chambres, salles d'eau, cabinets d'aisance accessibles, taux de ces chambres et locaux par rapport au nombre total, localisation, répartition par catégorie)

- Non concerné.

## 16- Etablissements ou installations comportant des cabines d'essayage, d'habillage ou de déshabillage, des douches

- Nombre et caractéristiques des cabines et douches accessibles

- Non concerné.